

# RAPPORT FINAL



**CLIMATE?!**

# FOCUS

**PARTICIPATORY WORKSHOP**



# COMMENT DISCUTER DE L'INTANGIBLE

C'est grâce à l'optimisme de l'équipe organisatrice que l'événement participatif Focus Climate a pu se dérouler en mode présentiel, en dépit des incertitudes et hésitations liées au Covid-19 et aux restrictions sanitaires. Le temps magnifique a certainement joué un rôle et contribué à l'atmosphère détendue. Se retrouver en plein air et en personne pour échanger ses idées a visiblement réjoui les participantes et participants – ce d'autant plus que de nombreux événements avaient encore été reportés ou convertis au format numérique au début du mois de juin.

Consacré à la communication sur le changement climatique, le Focus Climate tombait à point nommé en cet été 2021 : la votation fédérale sur la loi sur le CO<sub>2</sub> venait d'avoir lieu, tout juste une semaine auparavant. Le rejet de ce projet de loi par les urnes a naturellement occupé une place prépondérante dans tous les ateliers de ce Focus. À peine un mois plus tard, les événements climatiques extrêmes faisaient à nouveau la une des journaux : tandis que la montée des eaux provoquait des dégâts catastrophiques dans plusieurs villes d'Allemagne, de Belgique, de France et des Pays-Bas, coûtant la vie à de nombreuses personnes, des records de chaleur étaient battus dans de nombreux endroits en Europe et aux États-Unis où les incendies de forêt et de brousse devenus incontrôlables détruisaient des villages entiers. Si le Focus Climate avait eu lieu en août, ces événements n'auraient pas manqué d'influencer eux aussi les discussions au sein des ateliers.

Néanmoins, par rapport aux précédents événements Focus traitant de l'alimentation, de la ville du futur et des robots, le Focus Climate abordait un sujet plus difficile à appréhender : l'accent n'était pas mis sur le climat lui-même, mais sur la communication à son sujet. Dès lors, les personnes inscrites venaient essentiellement de milieux professionnels spécialisés et se sentant assez en confiance pour débattre d'une

question aussi complexe. Le cercle des participantes et participants était aussi beaucoup plus homogène que les années précédentes : une majorité avait accordé son soutien à la loi sur le CO<sub>2</sub> tandis que, pour une faible minorité, soit cette loi était trop stricte, soit au contraire pas assez. Il convient de garder ces éléments à l'esprit à la lecture de ce rapport.

La pandémie de coronavirus a bien entendu aussi été abordée dans tous les ateliers. Dans quelle mesure peut-on tirer des parallèles entre le changement climatique et la pandémie et en quoi la communication sur ces deux catastrophes diffère-t-elle ? Les efforts transfrontaliers visant à contenir le Covid-19 pourraient-ils également servir dans la lutte contre le changement climatique ? La politique de l'état d'urgence a-t-elle sa place dans notre démocratie ? Les réponses à ces questions étaient variées et nuancées en fonction des différents ateliers.

Dans l'ensemble, la vivacité des débats a confirmé que notre choix de sujets visait juste et touchait un point sensible.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

Elisabeth Ehrensperger, Directrice de TA-SWISS  
Eliane Gonçalves, Chef de projet de l'événement Focus Climate



## INTERVIEW

### THOMAS STOCKER

# « JE NE M'ATTENDAIS PAS UN DÉNI AUSSI EXTRÊME. »

#### Le négationnisme dans le monde de la science

C'est en historiographie que le terme de « négationnisme » est apparu pour la première fois dans les années 1980 pour qualifier les personnes prétendant que le génocide de la population juive pendant le Troisième Reich n'avait jamais eu lieu. Ensuite, on a commencé à parler de négationnisme dans le domaine de la recherche sur la santé, notamment en matière de VIH/sida et de dommages causés par le tabac. Enfin, dernier en date, le négationnisme lié au Covid-19 s'est également imposé.

Source : Stanford Encyclopedia of Philosophy, <https://plato.stanford.edu/entries/pseudo-science/#pagetopright>, paragraphe 5, consulté en juin 2021

#### Prof. Thomas Stocker

Professeur à l'Institut de physique de l'Université de Berne, Thomas Stocker dirige le département de physique climatique et environnementale ; il est également président du Centre Oeschger pour la recherche climatique, un centre d'excellence interdisciplinaire de l'Université de Berne. Sous sa présidence, un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été rédigé et adopté par tous les pays en 2013, posant les jalons scientifiques de l'accord de Paris sur le climat de 2015. Thomas Stocker connaît bien les forces qui s'opposent à la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles – ainsi que leurs astuces pour communiquer avec le public.

#### Monsieur Stocker, quelles sont les stratégies qui ont réussi à instiller le doute sur le réchauffement climatique – et à l'entretenir jusqu'à aujourd'hui ?

Il existe différentes stratégies de **négationnisme** du changement climatique qui se complètent ou se substituent les unes aux autres. Au début, on a simplement nié que le climat se réchauffait : « Cela n'existe pas, jamais l'être humain ne pourra avoir un impact aussi important », a-t-on commencé par dire. Or, déjà dans les années 1950, Exxon Mobile et les autres grands acteurs de l'industrie pétrolière savaient ce qui se préparait. Bénéficiant notamment du soutien financier des frères Koch, tous deux fervents conservateurs-libertaires, une alliance de conservateurs et de think tanks aux États-Unis s'est alors mise à l'œuvre, adoptant les stratégies des organisations qui avaient déjà défendu les intérêts de l'industrie du tabac et fait campagne contre l'interdiction de fumer.

#### Pourtant, à l'appui des données, il a été démontré que les températures moyennes n'ont cessé d'augmenter depuis l'industrialisation...

Sous prétexte que l'on n'en savait pas assez sur les causes, on a ensuite prétendu qu'il fallait faire des recherches supplémentaires. Les négationnistes du changement climatique, ou climatosceptiques, ont réussi à attirer quelques scientifiques, certes peu nombreux, mais renommés. S'appuyant parfois sur leurs propres études, ces derniers ont exacerbé les incertitudes et essayé de faire publier leurs résultats dans

des revues scientifiques reconnues, sans toutefois y parvenir la plupart du temps.

Dans cette même optique, on a assisté à la création d'organisations dont les noms ressemblent à s'y méprendre à ceux d'institutions établies, et dont les publications sont également conçues de manière presque identique à celles d'institutions de recherche reconnues, le but de la manœuvre étant de s'imposer dans le discours scientifique. Le Nongovernmental International Panel on Climate Change (NIPCC), organisme non gouvernemental fondé en 2004, est un exemple de cette stratégie : son nom est très proche de celui du GIEC en anglais, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), organisme créé quant à lui par l'ONU et largement reconnu au sein de la communauté scientifique internationale.

### **Vous avez contribué aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en tant qu'auteur et coprésident du groupe de travail 1. Vous attendiez-vous à un fort vent contraire ?**

Je ne m'attendais pas un déni aussi extrême. D'autant plus que cela ne s'est pas limité au déni, mais a culminé en actions illégales. En 2009, avant le sommet sur le climat de Copenhague, le risque pour le lobby pétrolier d'être bridé par la politique était particulièrement élevé. Quelques mois avant la conférence, les serveurs du Climate Research Unit de l'université britannique d'East Anglia ont été piratés. Ils contenaient plus d'un millier de courriels de scientifiques ayant participé à la rédaction du quatrième rapport d'évaluation du climat du GIEC. La publication de cette correspondance personnelle, souvent dans un style décontracté et informel, a mis les chercheuses et chercheurs sous une pression extrême. Sortant certains propos de leur contexte ou les choisissant arbitrairement, les **climatosceptiques** ont réussi à déformer certaines déclarations de la communauté scientifique et à mettre en doute son intégrité. Pris dans le feu croisé des critiques, le directeur du Climate Research Unit Phil Jones a démissionné temporairement de son poste et a dû subir huit commissions d'enquête. Alors qu'aucune faute scientifique n'a été établie à son encontre,

### **Fumée de cigarette et changement climatique**

Il existe des liens étroits entre les personnes qui nient la nocivité de la fumée de cigarette et celles qui nient le changement climatique et ses causes. Naomi Oreskes, historienne des sciences et géologue américaine, a analysé diverses sources (accessibles sur Internet), telles que des études de ministères américains, des procès-verbaux du Congrès américain et des recherches d'organisations non gouvernementales. Elle a démontré par ce biais comment les stratégies qui ont permis d'empêcher l'interdiction du tabac et du tabagisme pendant des décennies ont été utilisées pour dissuader les décideurs politiques d'agir sur le réchauffement climatique ou pour nier son urgence. Elle a également pu démontrer que les principaux acteurs qui avaient défendu les intérêts de Benson and Hedges, Philip Morris, US Tobacco et d'autres grosses firmes de l'industrie du tabac étaient entrés dans le domaine quelques années plus tard pour semer le doute sur les résultats de la recherche climatique, n'hésitant pas à porter atteinte à la réputation de chercheuses et de chercheurs respectés dans le domaine et à détruire leur vie privée.

Source : Oreskes Naomi, Conway Erik M., Treiner J. (traduction), 2021 : Les marchands de doute. Éd. Le Pommier

### Le doute comme moteur de la science

Rester ouvert au doute permet à la science de progresser. En effet, une théorie, ou une hypothèse qui explique une observation, n'est jamais prouvée de manière définitive. Au contraire, les observations qui contredisent une hypothèse, ou une théorie, conduisent à la modifier ou du moins à l'affiner. La théorie, ou l'hypothèse, est testée par observation et « si elle échoue à ce test, si elle est falsifiée par les observations, alors nous devons en chercher une nouvelle ». Une théorie, tout comme une hypothèse, ne peut donc jamais être confirmée une fois pour toutes, mais n'est valable que jusqu'à ce que de nouvelles observations viennent la réfuter. Parfois, cependant, le doute sert aussi de levier pour affaiblir la crédibilité de la science, notamment lorsqu'il est instrumentalisé dans le but d'établir la preuve d'un prétendu désaccord au sein de la communauté scientifique, ou interprété comme l'indice d'une supposée défiance des spécialistes à l'égard de leurs propres conclusions.

Source : Popper Karl R., Rosat J.-J. (traduction), 2009 : La connaissance objective. Éd. Flammarion, coll. Champs essais

les dommages causés à sa réputation et à sa vie privée ont été considérables. L'intimidation et les attaques contre la personne font donc également partie des stratégies utilisées pour combattre certains résultats de recherche indésirables.

### Comment gérez-vous les climatosceptiques ?

J'ai eu certains contacts directs dès 1998, alors que je dirigeais un chapitre du troisième rapport d'évaluation du GIEC. S'approchant de moi pendant une pause-café, le lobbyiste Donald Pearlman, représentant officiel de divers pays exportateurs de pétrole, a commencé à mettre en doute les conclusions de la recherche sur le climat. Comme il m'était totalement inconnu, n'ayant jamais présenté de résultats concrets à la communauté scientifique, j'ai simplement ignoré ses « suggestions ». J'ai également été en contact avec le professeur Richard Lindzen, un physicien de l'atmosphère, climatosceptique qui travaille au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il m'a fallu le confronter en qualité d'auteur d'un rapport du GIEC et lui faire admettre qu'il avait signé le résultat final, même s'il a essayé de s'en distancier par la suite. Il aimait le débat contradictoire permanent car il était convaincu que **cela fait avancer la science**. Mais il ne suffit pas de s'opposer à la pensée dominante – il existe aussi une charge de la preuve. Cela signifie qu'il faut être capable de démontrer que son interprétation ou son hypothèse est plus valable que le consensus scientifique prédominant.



## En dehors de la communauté scientifique, le réchauffement climatique est aussi mis en doute dans certains milieux. Comment gérez-vous ce genre de rencontres ?

Le schéma est toujours le même. Cela commence de manière amicale, par exemple par une question polie dans un courriel. Toute personne qui m'écrit aimablement recevra également une réponse cordiale. Mais en règle générale, il s'ensuit une réponse contradictoire, et les formulations deviennent de plus en plus abusives. Malheureusement, l'expérience montre que de tels échanges sont une perte de temps : chaque réponse ne fait qu'alimenter un débat stérile. C'est également vrai avec certains **médias**, que même des arguments scientifiques ne dissuadent pas de leurs idées préconçues et qui citent sans cesse les mêmes auteurs climatosceptiques. Ces journalistes et rédacteurs en chef sont réfractaires aux arguments rationnels, c'est pourquoi je refuse désormais de leur parler.

## Les médias de masse comme multiplificateurs

Grâce à leurs relations personnelles, les spin doctors américains défendant les intérêts de l'industrie pétrolière sont parvenus à imposer une forme « d'équilibre » des reportages dans les médias de masse. Ils ont obtenu que leurs articles climatosceptiques bénéficient d'autant d'espace rédactionnel que les déclarations de chercheuses et chercheurs reconnus dans le domaine du climat. Repenser les choses de sorte à accorder une plus grande importance à la science est un processus qui prend du temps. Néanmoins, en 2019, le quotidien britannique The Guardian a décidé de faire un choix de mots qui souligne la gravité de la situation climatique. Par ailleurs, le déni du réchauffement climatique est aussi, et toujours davantage, alimenté par des bots : une étude a démontré qu'un quart des plus de six millions de tweets faisant suite au retrait du président américain Donald Trump de l'accord de Paris sur le climat avaient été rédigés par des bots, suivant essentiellement des modèles d'argumentation climatosceptiques. Par ce procédé, les personnes climatosceptiques paraissent beaucoup plus nombreuses qu'elles ne le sont en réalité.

Sources :  
Zeldin-O'Neill, Sophie, 2019 : «It's a crisis, not a change» : the six Guardian language changes on climate matters. The Guardian, 16.10.2019  
Marlow Thomas, Miller Sean, Roberts Timmons, 2020: President Trump's announcement of U.S. withdrawal from the Paris Agreement. Climate Policy Vol 21 (6). <https://doi.org/10.1080/14693062.2020.1870098>

## Les arguments de la « bulle »

Il est généralement difficile de vérifier la crédibilité des déclarations scientifiques. L'une des caractéristiques des allégations douteuses sont les références à des théories qui s'écartent de la doctrine de la communauté scientifique établie. De plus, ces affirmations violent souvent les principes scientifiques en tant que tels en se basant sur des résultats d'expériences qui ne peuvent être répétées, ou en se référant à une sélection d'exemples limitée et subjective, voire encore en gonflant la bibliographie par une liste de publications qui se citent mutuellement. Dans la bulle, toute information qui réfute l'opinion préconçue est exclue et l'on évite de vérifier la théorie utilisée, même lorsqu'il serait possible de réaliser des tests. De ce fait, les « explications » d'apparence scientifique qui écartent d'emblée tout doute, c'est-à-dire le moteur même du progrès scientifique, sont moins crédibles.

Source : Stanford Encyclopedia of Philosophy, <https://plato.stanford.edu/entries/pseudo-science/#pagetopright>, paragraphe 4.6, consulté en août 2021

## Comment procéder si l'on est confronté à des déclarations contradictoires sur le changement climatique et que l'on n'est pas expert ? À quelles sources peut-on se fier ?

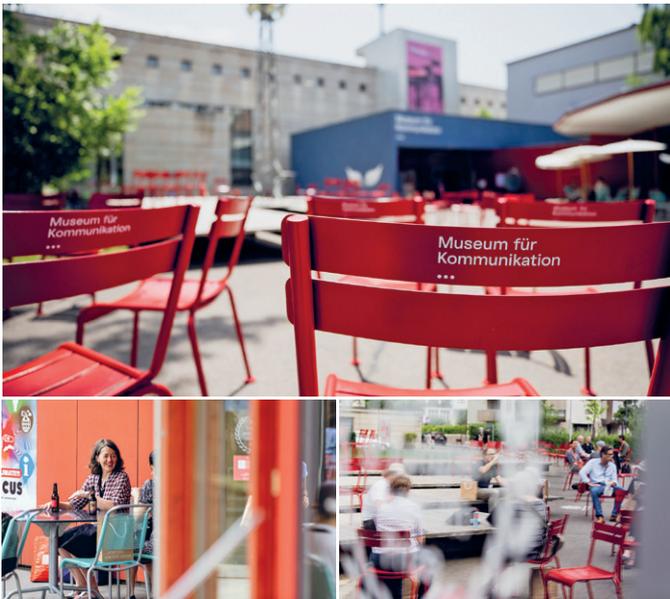
Il y a Google ! Les commentaires sur le réchauffement de la planète émanant de lauréats du prix Nobel à la retraite et qui n'ont jamais mené de recherches sur le climat sont certainement moins **crédibles** que les déclarations d'une jeune chercheuse en climatologie de l'ETH Zurich ou de l'Université de Berne.

## On entend parfois que les chercheuses et chercheurs doivent fournir des résultats scientifiques mais rester en dehors du débat politique. Que pensez-vous de cette approche ?

En effet, il y a 20 ans, la communauté scientifique se manifestait rarement dans la sphère publique, et ne s'exprimait pas sur des décisions politiques imminentes. C'est ce que l'on dénonçait alors régulièrement comme la « tour d'ivoire académique ». Mais aujourd'hui, les partis politiques publient des prises de position d'apparence scientifique sur le changement climatique pour influencer les décisions politiques. Il faut donc que la communauté scientifique diffuse ses informations détaillées plus largement et utilise dans ce but tous les canaux de communication. Par ailleurs, la convention adoptée lors de la Conférence de Paris sur le climat en 2015, et ratifiée par la Suisse en 2017, engageait les États à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans le but de limiter le réchauffement moyen de la planète en dessous de 2 degrés Celsius par rapport à l'époque préindustrielle. Or, comme il est désormais scientifiquement établi que les objectifs fixés par la politique ne seront probablement pas atteints, la communauté scientifique a le devoir d'agir.

# DESCRIPTION DE LA JOURNÉE

## LA PARTICIPATION AU TEMPS DU SARS-COV-2



### **Se réunir en nombre et respecter la distance obligatoire semble incompatible. La réussite de Focus Climate est la preuve du contraire.**

En fait, l'événement participatif Focus Climate aurait déjà dû avoir lieu au printemps 2020. Mais comme tant d'autres manifestations, il a été compromis par la pandémie de coronavirus et a dû être reporté. Pour parer à toute éventualité et éviter d'avoir à différer une nouvelle fois l'événement, les Fondations TA-SWISS et Science et Cité ont prévu plusieurs options : en plus de la version conventionnelle en mode présentiel, elles ont préparé une version entièrement virtuelle et une version hybride. Heureusement, le taux d'infection tombé à un faible niveau a permis aux participantes et participants de se retrouver sur place – dûment masqués et à la distance requise.

Envisageant le déplacement partiel du Focus Climate sur Internet, les expertes et experts ont préparé leurs contributions sous la forme de courtes vidéos mises en ligne une semaine avant la date de l'événement.

Pour les participantes et participants, cela présentait l'avantage d'avoir accès à toutes les présentations sans se limiter à celle de leur atelier en particulier. Ces cinq ateliers étaient au cœur de l'événement et ont donné aux participantes et participants l'occasion de débattre de la communication en matière de changement climatique sous différents angles. Leurs réflexions et suggestions pour une meilleure compréhension de la protection du climat ont été consignées sur des affiches qui ont ensuite servi à présenter les résultats des ateliers à tout le monde.

### **Un bol d'air à l'apéritif**

Les workshops ont été suivis par un volet convivial : à l'ombre du grand peuplier surplombant l'entrée du Musée de la communication, tout le monde a été convié à un apéritif afin de partager son expérience dans les cinq ateliers et de discuter du changement climatique en général.

Les discussions se sont poursuivies de manière un peu plus structurée lors du *speed dating* qui a suivi : les participantes et participants ont présenté leurs affiches réalisées au cours des ateliers et deux personnes ayant pris part à des ateliers distincts ont été tirées au sort pour s'expliquer mutuellement leurs affiches respectives. Au final, tout le monde a pu prendre connaissance des recommandations formulées par les autres groupes. L'exposition principale du Musée de la communication, avec ses éléments colorés et stimulants, a fourni le cadre idéal pour cet événement.

Le Focus Climate s'est conclu par un panel de discussion animé, sous la conduite d'une modératrice professionnelle : les expertes et experts invités ont clôturé cet échange intensif d'expériences par leurs propres appréciations du débat sur le climat.

# ATELIER

## CLIMAT ET INFORMATION



**Expert : Mike Schäfer**  
**Modération : Ulrich Schenk**

Du point de vue de la science de la communication, le réchauffement climatique est un « thème intangible ». Son impact indirect sur la vie des gens le rend difficile à appréhender, selon Mike Schäfer, professeur de science de la communication et de recherche sur les médias à l'Université de Zurich. Ce thème a très nettement été éclipsé par la pandémie de coronavirus, dont la couverture médiatique a dominé la vie quotidienne de la plupart des gens pendant une grande partie de l'année écoulée.

S'appuyant sur le vote de la loi sur le CO<sub>2</sub>, la question de savoir comment atteindre et convaincre différents groupes de population ayant des habitudes et des besoins différents a été examinée en profondeur. Il en est notamment ressorti que des stratégies différentes doivent être mises au point et adaptées aux différents publics cibles, ce qui signifie que tant la forme – c'est-à-dire en particulier le traitement linguistique – que les canaux de communication doivent être adaptés aux groupes cibles respectifs. À cet égard, nonobstant la clarté du message, le choix des mots a toute son importance : un discours culpabilisant peut nourrir une résistance de principe aux mesures de protection du climat. Il n'est pas seulement essentiel d'argumenter et de convaincre, mais aussi d'écouter et de prendre au sérieux les besoins et les préoccupations.

Référence a également été faite au danger qui peut émaner d'une surabondance d'informations, au risque que celles-ci soient à la longue perçues comme intrusives : non seulement il devient plus délicat pour les gens de filtrer ce qui compte, mais le côté « sempiternel refrain » de la problématique peut les conduire à s'en lasser à s'en détourner. Dans tous les cas, il est important que les messages soient positifs et que les émotions transmettent confiance et joie.



Le constat que la peur est mauvaise conseillère et qu'elle n'apporte rien en termes de motivation à agir a recueilli l'unanimité au sein de l'atelier. Il s'agit plutôt de proposer des options d'action à intégrer dans la vie quotidienne. Rapporter un vécu personnel et des expériences individuelles pourrait ainsi contribuer à renforcer la conviction que les mesures de protection du climat sont réalisables et utiles et, en conséquence, favoriser une attitude optimiste.

De même, promouvoir l'éducation aux médias dans le but de permettre aux gens d'évaluer la fiabilité des sources d'information a également été considéré urgent. Il s'agit de diffuser des stratégies qui permettent d'évaluer la crédibilité des propos et de leurs sources et de déceler les « pièges » de communication, notamment la citation de sources différentes en apparence dont l'origine est en réalité la même.

Il est également important de trouver un terrain d'entente commun. En effet, si la discussion et la recherche de solutions se fondent sur un dénominateur commun, c'est-à-dire sur des principes et des faits universellement acceptés, il est plus facile de progresser et de se mettre d'accord sur des mesures soutenues par une majorité.

Enfin, plusieurs personnes ont souligné la complexité de la problématique qui complique l'explication des interactions en la matière. Communiquer sur le changement climatique est un véritable travail de fourmi qui requiert beaucoup de patience, surtout lorsqu'on vise à changer les comportements. Les processus de transition majeurs demandent en effet beaucoup de temps.



Vidéo d'expert Mike Schäfer  
<https://youtu.be/1jm5w-kCaaE>



# ATELIER CLIMAT ET POLITIQUE



**Expert : Christian Zeyer**

**Modération : Fabian Schluep**

Le fossé qui s'est creusé entre les populations urbaines et rurales lors de la votation sur la loi sur le CO<sub>2</sub> a fait l'objet de discussions intenses. Le groupe n'est pas tombé d'accord sur la question de savoir si le clivage social est une réalité ou s'il est au contraire monté en épingle par les médias. De l'avis commun, le dialogue avec les minorités est nécessaire, et celles et ceux qui pensent différemment doivent être respectés.

Pour l'ensemble des participantes et participants à l'atelier, le monde politique a clairement échoué à faire comprendre l'urgence de la question, ce qui s'explique en partie parce que, contrairement à la crise du Covid-19, l'urgence climatique n'a pas d'impact direct sur la vie des gens.

Il a été souligné que l'acceptation de principe de certaines mesures ne constitue pas pour autant une garantie de leur mise en œuvre concrète. Par exemple, divers projets comme les certificats énergétiques pour les bâtiments ou d'autres propositions en faveur de la protection du climat ont été rejetés en votation cantonale malgré l'adoption de la nouvelle loi sur l'énergie par les mêmes électrices et électeurs.

Plusieurs personnes se sont inquiétées de la relation entre politique et économie privée : compte tenu de l'objectif de croissance économique que l'on poursuit depuis des siècles, l'idée même du « zéro émissions » est difficile à concevoir, et donc à communiquer.

De plus, la transparence a été reconnue comme un facteur crucial en matière de communication sur la crise climatique : révéler quels groupes d'intérêt sont à l'origine de quelles annonces est impératif. Les femmes et hommes politiques portent également une grande responsabilité dans le débat sur la protection

du climat, car ces personnes deviennent rapidement des modèles en termes de gestion de la crise climatique.

Pour les personnes présentes, une participation politique aussi large que possible apporterait une contribution à la lutte contre la polarisation de la société. De même, des forums citoyens pourraient être mis sur pied pour réfléchir sur les décisions politiques. Il faut également créer des conditions optimales pour accroître la volonté de dialogue entre politique et science. Le climat d'hostilité et de discrédit contre les scientifiques doit être fermement contrecarré.

Pour une partie des participantes et participants à l'atelier, il revient au Conseil fédéral de souligner l'urgence de la protection du climat en tenant régulièrement des conférences de presse sur le réchauffement climatique, par analogie avec cette pratique durant la crise du Covid-19. En revanche, des réserves ont été émises à l'égard d'une politique de l'état d'urgence permanente.



Vidéo d'expert Christian Zeyer  
<https://youtu.be/TfjLOhNZAjI>

# ATELIER CLIMAT ET ÉCONOMIE



**Expert : Reto Dettli**  
**Modération : Tiina Stämpfli**

Dans cette discussion, les divergences d'opinions sont apparues clairement : le désaccord portait sur la question de savoir si les ressources de notre planète étaient réellement limitées ou non. Après tout, l'ingéniosité humaine et le progrès technologique ont à plusieurs reprises démenti l'affirmation selon laquelle les « limites naturelles » seraient bientôt atteintes.

En lien avec le débat sur ces limites, la question s'est posée de savoir combien de temps il reste (encore) pour restructurer le système économique et la société en général. Le groupe n'est pas non plus parvenu à tomber d'accord sur ce point.

Une autre question contestée a été soulevée, à savoir si les interdictions sont un bon moyen d'inciter l'économie en particulier, mais aussi le grand public, à adopter un comportement respectueux du climat. Si, pour une partie des participantes et participants, les interdictions affaiblissent l'économie et découragent ainsi les investissements essentiels à la protection du climat, pour d'autres en revanche, les acteurs économiques sont parfaitement capables de s'adapter aux interdictions – pour autant que la sécurité de la planification soit assurée. En tout état de cause, du point de vue des entreprises, les interdictions sont toujours préférables à l'incertitude, notamment en ce qui concerne les mesures susceptibles d'être prises par les responsables politiques dans un avenir proche.

À l'instar des participantes et participants à l'atelier « Climat et politique », le workshop « Climat et économie » s'est penché sur la question de savoir comment une économie peut être florissante sans croissance.

En conclusion, si l'on ne réduit pas la consommation de ressources et donc la consommation en tant que telle, il ne sera pas non plus possible de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

Cela a également mis en évidence le rôle des consommatrices et consommateurs et leur influence pour orienter l'économie dans une direction plus respectueuse du climat. Toutefois, il a également été souligné que la responsabilité de la protection du climat ne peut revenir à la seule clientèle et qu'il incombe tout autant aux entreprises d'offrir des solutions appropriées.

D'autre part, la transparence est essentielle pour que les citoyennes et citoyens puissent choisir des services et des produits respectueux du climat. Ce n'est que si l'impact des biens et prestations sur le climat est connu et communiqué que la clientèle peut choisir les offres les plus respectueuses du climat. Néanmoins, comment faire pour créer cette transparence est une question restée sans réponse.



Vidéo d'expert Reto Dettli  
[https://youtu.be/wv\\_paGi8vrw](https://youtu.be/wv_paGi8vrw)



# ATELIER CLIMAT ET NOUVELLES TECHNOLOGIES



**Expert : Peter Cuony**

**Modération : Bénédicte Bonnet-Eymard**

Les participantes et participants ont reconnu que le progrès technologique a un rôle important à jouer dans la protection du climat, bien qu'il ne puisse pas résoudre les problèmes à lui seul et qu'il entraîne même un certain nombre de nouveaux défis. Dès lors, les nouvelles technologies apportent au mieux un complément aux changements de comportement des gens en matière de protection du climat qui, pour leur part, sont urgents.

À l'instar des comités d'éthique en médecine, la mise en place d'une « éthique de l'innovation » est nécessaire. Les innovations technologiques doivent faire l'objet d'un examen garantissant qu'elles sont compatibles avec la société et l'environnement. Il ne faudrait pas que les innovations techniques conduisent à former ou creuser des clivages au sein de la société ; le développement de la technologie doit avoir pour objectif prioritaire l'inclusion de tous les groupes de population. En ce sens, il est souhaitable de fournir à toute personne des outils et des possibilités qui lui permettent de réduire consciemment son « empreinte climatique » et d'adopter par conséquent un compor-





tement plus conscient et plus respectueux du climat. Ici, il s'agit de fournir des indicateurs et des méthodes pour mesurer l'impact d'une action sur le climat et ainsi promouvoir des changements de comportement. Il faut notamment penser et diffuser une « conception responsable des sciences et des technologies », éventuellement grâce à une sorte de comité d'éthique pour les nouvelles technologies.

L'importance de la confiance a également été un sujet de discussion majeur : d'une part, il faut disposer de sources d'informations fiables et précises, et d'autre part, les acteurs les plus différents doivent se faire confiance pour que des solutions communes puissent être mises sur pied. De nouvelles approches sont nécessaires pour mettre en relation les décideurs politiques et les spécialistes de la communauté scientifique. La participation de la population doit

également être renforcée. Il importe d'adopter une approche globale qui tienne compte du contexte mondial, et en même temps de travailler sur la base de scénarios.

Les participantes et participants ont convenu qu'un nouveau discours est nécessaire pour faire face au réchauffement climatique : au lieu d'alimenter les craintes, il faut créer de la confiance. Après tout, il est plus facile d'agir lorsque l'on fait preuve d'optimisme que lorsque l'on est dominé par la peur ; entretenir l'espoir de « pouvoir s'en tirer » est, à cet égard, capital.



Vidéo d'expert Peter Cuony  
<https://youtu.be/u8J-wFfTdtg>



# ATELIER CLIMAT ET CITOYENNES ET CITOYENS



**Expert : Stephanie Moser**  
**Modération : Nina Tobler**

Le résultat de la votation sur la loi sur le CO<sub>2</sub> était encore sur toutes les lèvres et a marqué les discussions. De l'avis commun, les modes de vie des populations rurales et urbaines présentent des différences qui ont une portée capitale pour évaluer le réchauffement climatique et prendre des mesures à son encontre. À cet égard, il faut que le conflit entre villes et campagne soit pris en compte.

Cependant, une partie des participantes et participants refusent de voir dans le rejet de la loi sur le CO<sub>2</sub> une opposition au principe de la protection du climat. En effet, à leur avis, si le projet de loi a été rejeté, c'est aussi parce qu'une partie de la population le jugeait trop timoré et que les mesures qu'il proposait n'allaient pas assez loin.

De nombreuses discussions ont tourné autour de la difficulté à trouver l'équilibre entre les possibilités d'action individuelles et la « masse critique » à atteindre pour que les moyens mis en œuvre face à l'urgence climatique mondiale deviennent efficaces. De même, la question de l'existence d'autres freins à la volonté d'agir que la résignation a fait l'objet d'un intense débat. Pour le groupe, la raison principale de cette retenue est la « diffusion de la responsabilité », c'est-à-dire le sentiment que l'individu ne peut rien faire tout seul et ne porte, tout au plus, qu'une responsabilité marginale dans le réchauffement climatique. L'éducation et la formation visant à renforcer les compétences (d'action), les services de conseil à bas seuil, la proposition d'options et la communication honnête sont, selon les participantes et participants, des moyens de surmonter la dite « diffusion de la responsabilité ».



Chacune et chacun a été appelé à s'engager activement, par exemple en suivant l'exemple des Seniors pour le climat ou de la Jeunesse pour le climat. Cependant, une partie des participantes et participants ont également mis en garde contre le fait de faire peser la charge de la protection du climat sur les citoyennes et citoyens individuellement, au risque de provoquer une déresponsabilisation des entreprises et du monde politique.

Les participantes et participants ont fait des suggestions sur la manière dont la politique et les entreprises pourraient aider les citoyennes et citoyens à prendre des décisions plus durables et mieux informées.

L'État a été invité à examiner les subventions d'un œil critique et à éliminer les incitations présentant un effet négatif pour le climat. Au lieu de créer de nouveaux canaux (de subvention), il convient d'utiliser ceux qui existent déjà et de promouvoir un environnement innovant.

Les entreprises ont été appelées à prendre leurs responsabilités et à créer de la transparence, notamment par le biais de normes communes, d'objectifs industriels contraignants et de critères vérifiables. En outre, les entreprises ont été encouragées à faire preuve d'audace et d'innovation.

Plus de transparence a été réclamée de la part du monde de la science en termes de communication, y compris la divulgation des conflits d'intérêts. La communauté scientifique se doit encore d'assurer une vision globale en communiquant notamment les émissions de CO<sub>2</sub> que la Suisse produit à l'étranger. Elle est tenue de fournir des informations de manière proactive, simple et compréhensible.

Les participantes et participants à l'atelier tiennent à ce que les mesures contre le changement climatique ne soient pas seulement comprises comme des sacrifices



ou des restrictions, mais aussi comme des opportunités et de nouvelles possibilités. Ceci implique que les aspects positifs et enrichissants d'un mode de vie durable soient soulignés dans la communication. Par leur capacité à proposer des options d'action et à inciter les gens à s'engager eux-mêmes, l'importance du rôle des modèles a été unanimement reconnue.

Vidéo d'experte Stephanie Moser  
<https://youtu.be/31TWaFhAAH0>



# PANEL DE DISCUSSION

## LES MULTIPLES FACETTES DU DÉBAT SUR LE CLIMAT AU CŒUR DU PANEL

### **Prof. Mike Schäfer, Universität Zürich**

Professeur d'études de communication à l'université de Zurich. Une partie de ses recherches porte sur l'information et la communication scientifiques dans le domaine du climat.

### **Reto Dettli, econcept**

Cofondateur d'econcept AG. Ses projets sont axés sur les questions de politique énergétique et climatique. Il développe de nombreuses stratégies, instruments et programmes de politique énergétique pour le gouvernement fédéral, les cantons et les municipalités.

### **Dr. Christian Zeyer, Swisscleantech**

Directeur de Swisscleantech. L'association d'entreprises promeut des conditions cadres qui encouragent les entreprises à s'engager dans des activités respectueuses du climat.

### **Dr. Stephanie Moser, Universität Bern**

Responsable de «Just Economies and Human Well-Being Impact Area» au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne. Ses recherches portent sur la psychologie de l'environnement et la consommation durable.

### **Dr. Mischa Croci-Maspoli, MeteoSchweiz**

Chef de la division Climat de l'Office fédéral de météorologie et de climatologie MétéoSuisse. Son travail se concentre sur le climat et le changement climatique en Suisse et sur l'établissement des bases de l'adaptation au changement climatique.

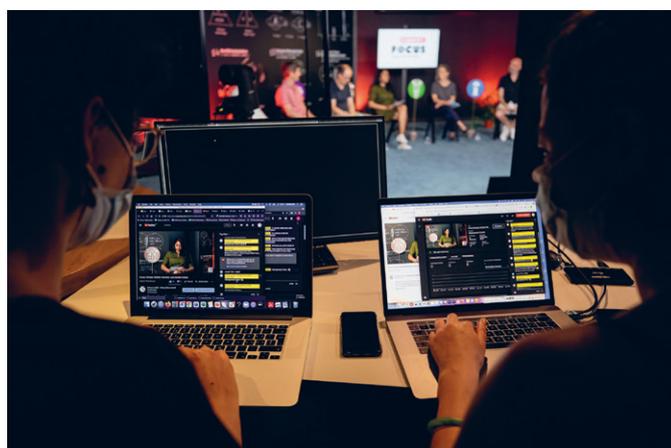
### **Dr. Peter Cuony, Groupe e**

Responsable de Smart Grid Solutions chez Groupe e. Groupe e a pour objectif de contribuer à la transition énergétique. L'entreprise propose à ses clients différents types d'énergie et de services énergétiques.

### **Tama Vakeesan**

Modératrice, conférencière et journaliste, elle a été l'égérie des formats musicaux de la station de radio pour la jeunesse JOIZ de 2013 à 2016 puis a travaillé comme journaliste vidéo sur le portail en ligne NAU.ch jusqu'en 2020. Elle présente actuellement diverses émissions sur Radio SRF1.

**Le panel de discussion a permis un échange d'idées entre les expertes et experts invités. En raison du Covid-19, le débat a eu lieu dans un cercle restreint, à l'écart des autres participantes et participants du Focus. La conversation pouvait être suivie en streaming vidéo sur YouTube, donnant ainsi la possibilité de poser des questions en direct dans le chat. La retranscription ci-dessous ne reprend pas de citations individuelles, mais vise plutôt à restituer la quintessence des débats.**



## Relation entre réchauffement climatique et pandémie

L'interdiction de rassemblement liée au Covid-19 a entraîné une couverture moins intensive de la question du climat : en effet, la Jeunesse pour le climat a dû renoncer à manifester, ce qui a automatiquement généré moins de gros titres. Le coronavirus a tué le débat et il sera difficile de retrouver l'élan de mobilisation perdu.

Il est possible que la véhémence du plaidoyer des jeunes en faveur de la protection du climat ait conduit à surestimer l'ancrage de cette question au sein de la population. Le monde politique n'en a pas moins réussi à rallier près de la moitié de l'électorat à la protection du climat, sans toutefois parvenir à montrer quelles opportunités la loi CO<sub>2</sub> aurait ouvertes.

## L'inertie du familier

Les arguments financiers ont un poids considérable : lorsqu'il s'agit de son propre portefeuille, cela se ressent dans la vie réelle. Si l'on n'arrive pas à opposer une contrevision forte à ces arguments ancrés dans le concret, et face à l'expérience directe de conséquences comme l'augmentation du prix des billets d'avion, la menace relativement abstraite du réchauffement climatique n'a aucune chance d'être prise au sérieux.

Les résultats de la votation montrent que les investissements dans les infrastructures sont beaucoup mieux acceptés que les changements dans les modes de vie personnels : ici, toute réglementation se heurte très vite à un rejet. C'est pourquoi, pour soutenir le changement culturel fondamental qu'exige une protection efficace du climat, les modèles crédibles, positifs et joyeux sont d'autant plus essentiels. La question de savoir s'il reste suffisamment de temps est toutefois ouverte, car si la politique des petits pas est requise en la matière, les quelques étapes regroupées et proposées dans la loi CO<sub>2</sub> ont été rejetées.

## Passer de la parole aux actes

Dans ce pays, de nombreuses entreprises s'engagent pour la protection du climat. Ce ne sont pas les mesures qu'on exige d'elles qui leur posent problème. Au contraire, ce dont elles manquent souvent, ce sont des cadres et des lignes directrices claires et stables dans le temps.

Loin de se contenter d'un simple discours, un grand nombre de personnes s'engagent pour la protection du climat et prennent toutes sortes de mesures contre le changement climatique – par exemple en transformant leur maison pour la rendre respectueuse du climat, en remplaçant leur voiture par un vélo électrique ou en installant des systèmes photovoltaïques. De nombreuses entreprises adoptent également des objectifs de type « zéro émissions ». Si l'élan est considérable, il y a encore trop de gens qui ne prennent pas l'urgence climatique au sérieux, ou qui ne la concrétisent pas dans leurs propres actions. La question est donc de savoir comment ces engagements, encore isolés à l'heure actuelle, peuvent se transformer en une action globale. Pour passer de la parole aux actes, il y a en réalité trois étapes : il faut le vouloir, il faut en être capable et, en fin de compte, il faut encore le faire.

La Suisse, par ailleurs si préoccupée par la sécurité, a un comportement atypique dans le débat sur le climat. Parce qu'elle sous-estime le risque de réchauffement climatique et a l'imprudence de croire aux calculs optimistes qui pronostiquent les conséquences les moins graves.

## Différentes mesures envisageables

Il faut une nouvelle métrique qui permette à chacune et chacun de calculer le rapport entre ses émissions de CO<sub>2</sub> et son comportement. Un compteur de CO<sub>2</sub> serait judicieux, identique pour tout le monde et lié au budget des gaz à effet de serre. Une telle approche pourrait contribuer à ramener la question à nos vies quotidiennes – et c'est précisément ce qui est indispensable.

Le renoncement est une des voies envisagées dans chaque scénario d'avenir. En effet, il ne sera pas possible d'atteindre l'objectif du « zéro émissions » uniquement grâce à des technologies plus efficaces et à l'expansion des sources d'énergie alternatives. Le problème est la connotation négative du renoncement, qui n'est d'ailleurs pas nécessairement fondée. C'est au contraire une attitude qui peut aussi permettre de lâcher du lest et de retrouver une nouvelle qualité de vie.

Bien qu'un label climatique puisse contribuer à orienter les actions, il équivaut trop souvent à reporter la responsabilité de la protection du climat sur les consommatrices et consommateurs. Or, les acteurs responsables en matière de protection du climat sont innombrables, et c'est à la politique qu'il incombe de fixer des conditions-cadres appropriées.

## Une communication exigeante

Il n'existe pas de solution miracle qui permette d'atteindre l'ensemble des publics cibles. Il faut communiquer différemment avec les personnes qui sont convaincues que le changement climatique est une réalité et avec celles qui nient radicalement l'urgence climatique. Et lorsqu'il s'agit de persuader les gens d'agir de manière respectueuse du climat, il ne suffit pas d'informer, il faut encore avancer d'autres arguments. En outre, comme il ne sera guère possible d'atteindre tous les objectifs de communication du premier coup, il est important de s'en fixer plusieurs différents.

La communication ne se limite pas à transmettre des informations, mais doit rester réceptive aux arguments et aux préoccupations de la partie adverse. Les motivations des personnes qui s'opposent aux mesures de protection du climat n'ont probablement pas été prises suffisamment au sérieux dans le débat autour de la loi sur le CO<sub>2</sub>. Ainsi, au final, ce sont les coûts éventuels qui ont dominé le débat et non les opportunités que la loi aurait ouvertes.

Un pessimiste accru n'est pas une solution. Bien au contraire, les scénarios où règnent menaces et visions négatives occupent déjà trop de place dans le débat. Il faut des modèles qui motivent et montrent que des mesures respectueuses du climat peuvent être mises en œuvre, et même dans certains cas, de manière ludique. Proposer des options d'action qui promettent un bienfait est une communication beaucoup plus efficace qu'alimenter les craintes. Nous avons besoin de toute urgence de porte-paroles de messages et de visions positives.



# UN GRAND MERCI !

## Institutions participantes

TA-SWISS, Elisabeth Ehrensperger  
Science et Cité, Philipp Burkard  
Akademien der Wissenschaften Schweiz, Claudia Appenzeller  
Museum für Kommunikation, Jacqueline Strauss

## Organisation

Eliane Gonçalves, TA-SWISS  
Alexandra Heini, Museum für Kommunikation  
Yasemin Tutav, Science et Cité

## Reportage et médias sociaux

Nima Liebetrau, Science et Cité  
Lucienne Rey, TA-SWISS  
Edith Simmen, Science et Cité

## Modération des ateliers

Bénédicte Bonnet-Eymard, TA-SWISS  
Gabriele Müller, ProClim, SCNAT  
Ueli Schenk, Museum für Kommunikation  
Fabian Schluep, TA-SWISS  
Tiina Stämpfli, Science et Cité  
Nina Tobler, TA-SWISS

## Expertes et experts

Reto Dettli, econcept  
Mischa Croci-Maspoli, MeteoSchweiz  
Peter Cuony, Groupe e  
Stephanie Moser, Universität Bern  
Mike Schäfer, Universität Zürich  
Christian Zeyer, Swisscleantech

## Modération du panel de discussion

Tama Vakeesan

## Photos

Simon Kurt, Digitale Massarbeit

## Live Streaming

Michael Ernst, Leu Sound AG



Site web Focus Climate  
<https://www.ta-swiss.ch/fr/focus-climate>

## TA-SWISS

En vertu de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche (LERI), la Fondation TA-SWISS a pour mandat d'évaluer les opportunités et les risques des nouvelles technologies ainsi que leur impact sur la société. Elle poursuit l'objectif de fournir des informations indépendantes, factuelles et équilibrées au Parlement, au Conseil fédéral, à l'administration et à la population afin de les aider à se forger une opinion et à prendre les décisions appropriées.

La formation de la volonté démocratique doit être au cœur du développement technologique. C'est pourquoi, tous les projets de TA-SWISS prennent en compte les intérêts de la population concernée et, dans le cadre de procédures participatives, donnent la possibilité de s'exprimer aux citoyennes et citoyens, ainsi qu'aux parties prenantes, aux spécialistes et aux responsables politiques. Car la technologie doit servir les gens – et non l'inverse.

## Science et Cité

Science et Cité est une fondation d'envergure nationale qui œuvre au dialogue entre la science et la société, qui s'emploie à promouvoir la compréhension et l'apprécia-

tion de toutes formes de science et prend pour thèmes leurs potentialités et leurs limites. Science et Cité encourage également les retours de la société civile à l'attention des milieux scientifiques, en particulier sur les questions ayant trait aux valeurs. La fondation est spécialisée dans les formes de communication accessibles et innovantes, qui impliquent souvent un contact direct entre les scientifiques et les citoyennes et citoyens.

Science et Cité s'intéresse aux thèmes actuels qui touchent la société et favorise ainsi les connaissances et la formation d'opinions au service de la démocratie.

Tout comme TA-SWISS, Science et Cité est un centre de compétences des Académies suisses des sciences.

## Musée de la communication

Le Musée de la communication de Berne présente des expositions sur divers aspects de la communication et de la société. L'apprentissage ludique est au premier plan et l'humain est ici au centre – les communicateurs et communicatrices sont vos hôtes, et vous invitent à des rencontres individuelles. Le musée a participé à Focus Climate dans le cadre du projet « Planetopia – Place au changement mondial ».